

LE DÉLIRE COLLECTIF DES DÉCLINISTES FRANÇAIS

FINKIELKRAUT, ZEMMOUR, HOUELLEBECQ ET ONFRAY

(première partie)

Alain Roy

Les obsessions survivalistes épousent généralement les codes culturels de chaque nation. Le survivalisme à l'américaine est pragmatique et individualiste : il vise la survie personnelle des individus face à des événements susceptibles de menacer leur intégrité physique (attaques nucléaires, pandémies, désordres sociaux, tremblements de terre, ouragans), qu'il s'agira donc de prévenir au moyen de préparatifs concrets (construction d'abris souterrains, constitution de réserves de nourriture, entraînement au maniement des armes). En prêtant foi à des scénarios d'apocalypse aux accents évangéliques, les survivalistes américains renouent avec le mythe de la frontière et la culture de résilience de leurs ancêtres pionniers et puritains qui ont appris à survivre sur un continent sauvage et hostile ; ils perpétuent aussi la culture militaire d'une nation impériale habituée à se battre aux quatre coins du globe face à des ennemis de toute nature.

Le survivalisme à la française est tout autre. La France étant la patrie de la sophistication intellectuelle, le survivalisme n'y a que faire de la survie de tel ou tel quidam ; il se tourne donc vers des objets de plus grande envergure, des configurations symboliques susceptibles de s'inscrire dans la durée, telles que la culture et l'identité nationales, voire la civilisation occidentale au grand complet. L'intellectuel joue de ce fait un rôle central dans le survivalisme français, qui s'exprime sous la forme de *discours* plutôt que de préparatifs. Dans cette ancienne société de cour qu'est la France, le

L'intellectuel en France n'avait pas à être responsable, ce n'était pas dans sa nature.
Houellebecq, *Soumission*

survivalisme relève ainsi du champ de la rhétorique et de l'art oratoire, plutôt que du sens pratique ou de l'ingéniosité matérielle ; et il trouve son aboutissement le plus achevé dans la publication de livres qui feront ensuite l'objet de débats, de comptes rendus critiques et de polémiques, où les rituels élitaires de la performance verbale seront rejoués et réinvestis.

Mais au-delà de ces particularités nationales, le survivalisme se caractérise par certains éléments constitutifs : quelles qu'en soient les formes, les pratiques survivalistes découlent d'une même façon d'appréhender l'avenir, d'une même émotion fondamentale ou première, qui est celle de la *peur*. Le survivalisme se définit ainsi comme un besoin exacerbé de se prémunir contre une menace inéluctable ou imminente. Le mode d'être du survivaliste est analogue à celui de l'individu phobique, mais il pourra ressembler à celui du paranoïaque lorsque la phobie amplifie un objet d'inquiétude au-delà de toute mesure et bascule dans des scénarios déconnectés du réel.

C'est à un phénomène de cette nature que nous avons assisté ces dernières années, en France, avec la publication de quatre ouvrages – *L'identité malheureuse* d'Alain Finkielkraut ; *Le suicide français* d'Éric Zemmour ; *Soumission* de Michel Houellebecq ; et *Décadence* de Michel Onfray – qui ont connu une large audience en diffusant un message commun où le thème du déclin de la nation se trouve mêlé à la peur de l'islam ou, plus exactement, à la peur d'une islamisation de la France. Ce discours d'une France menacée par

l'islam s'abreuve à plusieurs sources : les récents attentats terroristes, la question de l'immigration et de l'intégration, la crise économique, la mondialisation, le projet européen qui diluerait la souveraineté nationale, le recul du rayonnement de la France dans le monde. On comprend que l'addition de ces éléments puisse créer un climat d'inquiétude et faire naître des tensions propices à l'essor de discours extrémistes ou simplement inquiets. Dans ces circonstances, la tâche première des intellectuels devrait être de garder la tête froide, de résister aux affects exacerbés par les médias et d'analyser les faits avec un minimum d'objectivité et de sang-froid. Comme le dit le dicton, la peur est mauvaise conseillère. Or tel est justement la faille du discours décliniste : en se nourrissant de ce sentiment, qui est tout à la fois son moteur, son objet et sa fin, il se prive des conditions nécessaires à l'exercice de la pensée ; et c'est pourquoi il ne pouvait que sombrer dans le délire.

I. Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse* (Stock, 2013)

On connaissait Alain Finkielkraut pour ses essais subtils, où l'intelligence se vouait à la défense des grandes œuvres du passé et du riche héritage qu'elles nous ont laissé. En nouant un dialogue avec ces œuvres, ses essais nourris de littérature et de philosophie illustraient en eux-mêmes, par l'élégance de la forme et la hauteur des réflexions, toute la valeur de ce legs injustement négligé par une modernité pressée et distraite. Tel était l'auteur qu'on connaissait et dont on admirait les qualités, mais qui a peu à voir avec celui de *L'identité malheureuse*, ouvrage qui s'aventure sur le terrain plus que glissant de la politique identitaire. Si la manière peut sembler la même (l'écriture est élégante, émaillée de références, et adopte un ton philosophique), le propos recèle une charge polémique dont la violence est sans commune mesure avec la vigueur des essais précédents : en débordant le champ de la culture pour englober des enjeux sociaux immédiats et concrets, la polémique ne concerne plus des objets abstraits et généraux, telle la « défaite de la pensée » ; elle vise des situations réelles impliquant des êtres tout aussi réels, et pas n'importe lesquels, comme nous le verrons, des êtres liés à un groupe précis qui se voit directement interpellé par l'auteur.

Quel est le propos de *L'identité malheureuse* ? Eh bien, pour exposer les choses franchement et sans détour, Finkielkraut y développe la thèse voulant que l'identité de la France serait compromise à cause de la présence de personnes musulmanes sur son territoire. L'Europe n'ayant « plus les moyens de maîtriser les flux migratoires », explique-t-il dans son avant-propos, « la France a changé » (22), et ce changement a été « subi » plutôt que « désiré » : « le changement n'est plus ce que nous faisons ou ce à quoi nous aspirons, le changement est ce qui nous arrive. Et ce qui nous arrive, ce que nous prenons de plein fouet, avec ce mouvement irrésistible de recomposition et de repeuplement du monde, c'est la crise de l'intégration » (22-23). Pour l'auteur, les immigrants musulmans, à la différence des autres, ne peuvent pas s'intégrer à la société française, car « ils ne sont pas coulés

dans le même moule, ils n'ont pas la même manière d'habiter ni de comprendre le monde » (23). Les Français « qu'on n'ose plus dire de souche » (118) assistent impuissants à la transformation des quartiers populaires, où ils ne se sentent plus chez eux : « Quand le cybercafé s'appelle Bled.com et que la boucherie ou le fast-food ou les deux sont halal, ces sédentaires font l'expérience déroutante de l'exil. Quand ils voient se multiplier les conversions à l'islam, ils se demandent où ils habitent. Ils n'ont pas bougé, mais tout a changé autour d'eux. [...] Ils incarnaient la norme, ils se retrouvent à la marge » (118-119). À cause d'un afflux migratoire massif et récalcitrant, les Français seraient ainsi dépossédés de leur pays. La France, précise Finkielkraut dans un autre passage, est « une chose qui, étant terrestre, peut être détruite » (160). Et c'est à la description de cette destruction identitaire qu'il s'attelle dans une série de chapitres qui s'attardent à l'affaire du voile, aux épisodes de violence urbaine et à l'enseignement difficile dans les « quartiers sensibles », à des sujets qui ont pour point commun de présenter les musulmans comme des immigrants inassimilables, un corps étranger au sein de la République dont ils menacent la survie. En conclusion de l'ouvrage, l'auteur évoque le spectre d'une « désintégration nationale » liée aux « conséquences d'une transformation démographique » (204).

La thèse centrale du livre n'est pas seulement catastrophiste en ce qu'elle brosse le tableau d'une France sur le bord de la désintégration, elle est incendiaire par l'image qu'elle promeut d'une altérité musulmane irréductible, avec laquelle il serait impossible de transiger et avec laquelle toute forme de cohabitation ne peut être que malheureuse. Face aux problèmes sociaux qui l'intéressent, Finkielkraut n'envisage aucune solution possible. Dans quelques passages, il ne cache d'ailleurs pas le peu d'estime qu'il accorde aux explications sociologiques qui auraient comme effet, à ses yeux, de cautionner les problèmes observés dans les « territoires perdus de la République » (177) : « À vouloir expliquer ce genre d'événements par le chômage, l'exclusion ou les brutalités policières, on ne se donne pas les moyens de les prévenir, on leur fournit gracieusement un alibi » (170) ; « Avec une expertise de chercheurs du CNRS, ils diluent le concept de faute dans celui de *difficulté* et transfèrent à la société, c'est-à-dire, en l'occurrence, au racisme, à l'inégalité des chances, aux promesses non tenues de l'État-providence ou aux bavures de l'État policier, la responsabilité des méfaits qu'ils commettent » (188).

Cette argumentation est déficiente d'abord pour cette raison : identifier des causes sociales ou politiques à des phénomènes de violence urbaine ne constitue en rien un cautionnement de ces violences, puisque l'on peut *tout à la fois* identifier de telles causes *et* considérer que de telles violences sont inacceptables et justiciables. Présenter ceci et cela comme deux choses mutuellement exclusives n'est rien d'autre qu'un sophisme (le sophisme du faux dilemme ou de la fausse alternative). Le second problème que pose le raisonnement de Finkielkraut est le suivant : ayant évacué les explications fondées sur des causes sociales ou politiques pour la raison qu'elles seraient des « alibis » à la violence, l'auteur se

trouve face à la nécessité de postuler l'existence d'une violence sans cause extérieure, d'une violence qui ne trouverait sa source qu'à l'intérieur des individus qui la commettent, d'une sorte de haine inexplicable qu'ils porteraient dans leur être même ; et c'est ainsi que Finkielkraut, dans le passage probablement le plus inacceptable de son livre, en vient à parler du musulman comme de l'« Autre haineux » (181), de celui chez qui se conjugue « la haine de la France [...] avec la haine des Juifs » (178). Si, donc, il y a « crise actuelle du

présentée comme dangereuse, massive, inarrêtable ? Combien de personnes d'origine musulmane vivent en France ? Selon les estimations les plus récentes, celles-ci formeraient environ 8,0 % de la population totale², alors que, selon les données d'un sondage publié par la firme Ipsos Mori en 2016³, les Français interrogés à ce sujet croient qu'elles représentent plus de 30 % de la population, et qu'elles pourraient même atteindre une proportion de 40 % en 2020 – estimations qui, comme on le voit, sont complètement déconnectées de

L'identité malheureuse attise les tensions qu'il fait mine de déplorer et démontre, si besoin était, tout le risque qu'il y a à glisser du pessimisme culturel au pessimisme social.

vivre-ensemble » (161), laisse entendre l'auteur, c'est parce que le musulman serait un être de haine, parce qu'il porte en lui une haine sans cause ni raison, contre laquelle la société ne peut donc rien et sur laquelle elle ne peut agir. D'où cette argumentation bizarre voulant que le « désir d'être respecté » des musulmans ne découle pas d'une « révolte contre les inégalités » (162), mais d'une sorte de narcissisme ombrageux et sans fondement. D'où aussi la conclusion que Finkielkraut formule en termes à peine voilés à la fin de son ouvrage (la France devrait bloquer toute immigration musulmane), mais sans que celle-ci soit pleinement satisfaisante à la lumière de ce qui a été dit. Car que faire alors des musulmans déjà présents en France ? Que faire de ce corps étranger qui condamne la France à une identité malheureuse ? Finkielkraut ne va pas jusqu'à dire que les musulmans de France devraient être mis sur des bateaux et déportés vers le Maghreb – cette limite de la décence ne sera pas franchie – mais il n'éprouve apparemment aucune gêne à citer par deux fois (aux pages 151 et 165) le sulfureux Renaud Camus, frontiste avoué et concepteur de la théorie du « grand remplacement » (titre d'un ouvrage publié en 2011¹) selon laquelle la population française sera prochainement remplacée par une population africaine à cause de la démission des élites.

Finkielkraut s'est publiquement défendu d'adhérer à cette théorie complotiste et délirante, mais le fait est que la conclusion de son livre associe bel et bien, dans la même phrase, une prétendue « désintégration nationale » à une « transformation démographique ». Face à un constat aussi alarmiste, le lecteur s'attendrait à trouver quelques données démographiques capables de soutenir ce propos, mais l'ouvrage n'en contient aucune et se contente, dans la plupart des chapitres, de formuler des conclusions générales en s'appuyant sur des anecdotes ou faits divers glanés ici et là (tel élève aurait intimidé un professeur de lycée, telles jeunes filles auraient porté le voile à l'école, etc.). Mais qu'en est-il, *dans les faits*, de cette « transformation démographique »

la réalité et dénotent une incompréhension spectaculaire des dynamiques démographiques (comment les musulmans pourraient-ils passer de 30 % à 40 % de la population en l'espace de quatre ans ?). D'autant plus que ce pourcentage de 8,0 % comprend les personnes qui s'identifient comme étant de *culture* et non de *confession* musulmane, ce qui n'est pas la même chose. Selon les résultats d'autres enquêtes, 25 % des musulmans français se décrivent en effet comme « sans religion ou seulement d'origine musulmane » et 34 % comme « croyants mais non pratiquants »⁴. Autrement dit, près de 60 % de la population d'origine musulmane en France ne manifeste aucune appartenance religieuse ou aucune appartenance religieuse visible. Seuls 25 % affirment aller « généralement à la mosquée le vendredi », ce qui équivaut donc à 2 % de la population française. Et parmi ce groupe, il faudrait encore distinguer les croyants « modérés » des croyants plus « rigoristes », tels que les salafistes, qui représenteraient 15 000 personnes sur une population totale de plus de 65 millions d'habitants. À la lumière de ces données, une seule conclusion s'impose : les scénarios de désintégration de la France à cause de l'islamisation ou d'un remplacement de la population française par des musulmans relèvent du fantasme.

Mais l'auteur, comme nous l'avons vu, ne porte pas les sciences sociales en haute estime, peut-être parce qu'elles auraient comme effet de dégonfler ses appréhensions imaginaires. Il n'aime pas davantage les « cosmopolites » qui adhèreraient à une Europe dont « le propre [...] est de ne pas avoir de propre » (93) et qui prôneraient l'entrée « dans un âge postidentitaire » (95). Engagés dans un combat contre une « identité close repliée sur son héritage », les cosmopolites seraient les partisans d'une « ouverture radicale » (98). Voulant lutter contre la xénophobie, l'historien Alain Badiou et le philosophe Gianni Vattimo céderaient en fait à l'*oikophobia*, « la haine de la maison natale, et [à] la volonté de se défaire de tout le mobilier » (101). L'auteur recourt de nouveau ici à

cette logique binaire qui sous-tend le sophisme de la fausse alternative : à l'en croire, le cosmopolitisme et l'ouverture à l'autre supposent le reniement de soi, comme si toute identité n'était pas le fruit de stratifications complexes et mouvantes, où s'additionnent en parallèle des appartenances diverses (continentales, nationales, régionales, professionnelles, générationnelles, culturelles, religieuses, sexuelles, familiales, etc.) et diversement accentuées chez les individus tout au long de leur vie. Finkielkraut ne se prive pas d'ironiser en citant les propos de l'historien Jean-Paul Demoule, lorsque celui-ci affirme qu'« il faut arrêter de penser qu'il y aurait une "France éternelle", à l'identité immobile, que l'arrivée récente de populations extérieures viendrait bousculer. Sur le temps long, on voit les choses autrement, l'histoire est un lent continuum de brassages, elle est une recombinaison permanente » (107). Bien que ce constat aille de soi, Finkielkraut commente en ces termes la vision de longue durée exposée par l'historien : « Conclusion : le changement démographique n'affecte pas l'identité de la nation, car celle-ci n'a d'autre identité que ce changement perpétuel » (107). Comme on peut le constater, cette conclusion est abusive et détourne le sens du propos de Demoule : dire que des identités nationales ne doivent pas être *essentialisées*, c'est-à-dire conçues comme des entités éternellement figées, cela ne veut pas dire que des « cristallisations momentanées » ne pourront prendre forme tout au long de la vie des peuples et des nations. Finkielkraut s'exprime comme s'il croyait que les identités étaient coulées tout d'un bloc, alors qu'elles sont le produit instable et temporaire d'influences multiples, qu'elles sont jour après jour réinvesties, dans une sorte de reprogrammation perpétuelle où l'ancien et le nouveau se reçoivent mutuellement. Pour l'auteur, la possibilité même d'un *mouvement* au sein de l'identité semble quelque chose d'inadmissible, car le mouvement, en portant atteinte à la permanence, ferait voler en éclats une identité dont nous perdriions alors la maîtrise : « Oublier ou excommunier notre passé, ce n'est pas nous ouvrir à la dimension de l'avenir : c'est nous soumettre, sans résistance, à la force des choses. Si rien ne se perpétue, aucun commencement n'est possible. Et si tout se mélange, non plus. L'ancien et le moderne risquent de sombrer ensemble dans l'océan de l'indifférenciation » (128).

En s'appuyant toujours sur cette logique binaire, Finkielkraut associe la reconnaissance de groupes minoritaires au sein de la société française à un reniement de l'identité nationale : « La nouvelle norme sociale de la diversité dessine une France où l'origine n'a droit de cité qu'à la condition d'être exotique et où une seule identité est frappée d'irréalité : l'identité nationale » (110). Selon cette conception exclusiviste, la reconnaissance d'une certaine diversité revient à saborder une identité nationale conçue comme homogène, suivant les prémisses de l'universalisme républicain : « La France tend ainsi à se transformer en auberge espagnole et les mots d'assimilation ou même d'intégration perdent toute pertinence » (111). La rhétorique pamphlétaire de l'auteur bloque de nouveau la voie à toute solution : parler de diversité interdirait toute intégration, mais que faire alors d'une diversité de fait sinon lui demander de disparaître ?

Il y aurait bien des choses à dire sur la façon qu'a Finkielkraut d'envisager que les mœurs françaises pourraient devenir « facultatives » parce que quelques femmes portent le voile intégral, que la loi interdit pourtant : « On ne se sent plus chez soi et la même sagesse se refuse à voir le port du niqab ou de la burqa, qu'ils soient portés par contrainte ou par conviction, transformer nos mœurs en option facultative » (80-81) ; sur sa conception d'une culture musulmane où le féminin n'a pas droit de cité et où le manque de galanterie transformerait les communautés en déserts affectifs : « La violence ne serait-elle pas liée aussi à l'exclusion de la féminité et au désert affectif qui en découle ? N'est-elle pas une conséquence du déni de sensibilité et de l'interdiction d'être galant que les quartiers imposent ? » (74) ; sur les théories qu'il colporte au sujet de la lubricité des hommes musulmans : « "En matière de sexe, les hommes sont perçus dans la culture musulmane comme des animaux irresponsables qui perdent tout contrôle lorsqu'ils voient une femme." Faute de pouvoir les adoucir, il faut donc les refroidir et couvrir le corps féminin des pieds à la tête pour le mettre à l'abri de leur lubricité » (77) ; sur le reproche qu'il adresse aux organismes antiracistes de parler de réalités raciales, alors qu'ils n'ont pas le choix de le faire pour lutter contre des discriminations : « L'antiracisme contemporain, en revanche, s'aveugle à tout ce qui n'est pas la couleur de peau » (157).

Au-delà de ces propos désolants qui associent l'ensemble des musulmans aux manifestations les plus rigoristes de l'islam et escamotent ainsi le fait que la majorité des musulmans de France s'intègrent sans problème à la République, *L'identité malheureuse* suscite aussi un malaise de nature plus littéraire. Ce n'est pas sans une certaine gêne, en effet, que l'on voit l'auteur convoquer, page après page, des grands noms de la culture occidentale – Pascal, Péguy, Soljénitsyne, Diderot, Proust, Kant, Benjamin Constant, Hume, Montesquieu, Molière, Georges Sand, Tocqueville, Jankélévitch, Hobbes, Bellow, etc. – comme si les écrits de ces derniers cautionnaient ses propos largement discutables. La citation littéraire ou philosophique n'invite plus alors à nous tourner vers un puits de sagesse ; elle fonctionne à la manière d'un argument d'autorité afin de justifier des positions fortement idéologiques. On en ressort avec le triste sentiment que l'auteur souille ainsi ce précieux héritage dont il s'était fait le porte-étendard.

À la fin du livre, Finkielkraut cite favorablement Charles Taylor en écrivant : « Le politiquement correct a raison : il faut faire une place au multiculturalisme » (200). Quoi qu'on puisse penser de ce modèle de gestion de la diversité, l'ensemble du livre y est en fait profondément hostile ; chaque page s'y oppose au nom d'un républicanisme intransigeant. L'auteur voulait-il se donner quelques lignes à citer pour neutraliser d'éventuels contradicteurs ? Je l'ignore, mais le fait est que celles-ci sont incompatibles avec l'esprit général de l'ouvrage, qui se contente de regretter l'état des choses en désavouant toutes les tentatives d'y remédier. Ce faisant, *L'identité malheureuse* attise les tensions qu'il fait mine de déplorer et démontre, si besoin était, tout le risque qu'il y a à glisser du pessimisme culturel au pessimisme social.

II. **Éric Zemmour, *Le suicide français* (Albin Michel, 2014)**

Avec *Le suicide français*, ouvrage apparemment écoulé à plus de cinq cent mille exemplaires – succès d'édition aussi étrange qu'improbable pour un pavé de plus de cinq cents pages au contenu que l'on verra –, le polémiste Éric Zemmour marche dans les pas de Finkielkraut, dont il épouse la thèse centrale (l'immigration musulmane a détruit la France) en y ajoutant une double dose de délire et de frénésie. Car Zemmour, chroniqueur au *Figaro*, vient du journalisme, ou, devrais-je dire, du journalisme dans ce qu'il peut avoir de plus vain, de plus frivole, de plus hystérique. Plutôt que de chercher à convaincre au moyen d'une argumentation raisonnée, l'auteur se contente d'effets de rhétorique en accumulant les outrances, les coq-à-l'âne, les caricatures, les jugements ex cathedra, les insinuations, les parallèles biscornus. Constamment à la recherche du bon mot, de la saillie, de la formule choc, Zemmour ne se soucie pas tant de la vérité (ou de sa recherche) que de briller. Nous avons ici affaire, en un mot, à un sophiste sous sa forme contemporaine et médiatique : Éric Zemmour (comme Finkielkraut) aime à se multiplier sur les plateaux de télévision, qui l'accueillent d'ailleurs à bras ouverts, pour y jouer le rôle du réactionnaire de service. S'il se flatte d'être un *outsider* téméraire osant affronter la doxa bien-pensante, dans les faits il est le rouage prévisible d'une machine à fabriquer des pseudo-controverses pour augmenter les cotes d'écoute.

Même si on le voulait, Zemmour est donc un auteur qu'on ne peut prendre au sérieux, pas plus qu'il ne le peut lui-même, sans doute, lorsqu'il se relit. Bien que *Le suicide français* soit un pamphlet corrosif et violent, il s'agit manifestement d'une bouffonnerie parmi d'autres pour un auteur qui cherche le scandale en mêlant des propos farfelus à ses tirades puérilement provocatrices : « La rencontre entre l'homosexualité et le capitalisme est le non-dit des années 1970 » ; « le bobo renie toute l'histoire de la République » ; « l'Ivy League n'était plus qu'une pouponnière pour riches héritiers ». L'ouvrage fourmille de ces énoncés saugrenus, qui se présentent parfois sous les dehors de théories sociologiques : selon Zemmour, la pilule et le droit à l'avortement ont rendu la France moins peuplée que l'Allemagne (comme si les Allemandes ne connaissaient ni l'une ni l'autre...) (139) ; la jeunesse des « petits Blancs » qui votent Front national serait sexuellement désavantagée, car « elle a du mal à séduire les filles qui lui préfèrent le bagout de la jeunesse des écoles, ou même la virilité ostentatoire des "racailles" de banlieue » (500) ; en amplifiant « la vulgate idéologique soixante-huitarde » (218), l'invention de l'ordinateur et d'Internet a rompu avec la tradition française : « L'informatique encourage une décentralisation, une dispersion du pouvoir de décision contraire à notre tradition » (219), d'où l'on doit conclure que la France, pour être fidèle à elle-même, devrait renoncer sur-le-champ à Internet.

D'innombrables passages cherchent de même à provoquer avec des hâbleries de bistrot. Zemmour louange ainsi les années 1970 où les hommes pouvaient peloter les

femmes impunément : « Quand le jeune chauffeur de bus glisse une main concupiscente sur un charmant fessier féminin, la jeune femme ne porte pas plainte pour harcèlement sexuel. La confiance règne » (96). Mais si les femmes cherchent à profiter d'une certaine liberté sexuelle, cela est condamnable, car elles contreviennent alors aux valeurs familiales : « La fameuse "libération de la femme" des années 1960 a dénoué les liens entre les couples ; les hommes ne "tiennent" plus, ne possèdent plus leurs femmes ; celles-ci [...] les trompent avec n'importe quoi, les quittent pour n'importe qui » (133). Quelques années plus tard, s'attriste Zemmour, la statue du « mâle blanc hétérosexuel » sera déboulonnée, entraînant dans sa chute l'effondrement de la société : « Bientôt, des armées de Lilliputiens – féministes, militants gays, et combattants de la décolonisation – abattront sa statue pour danser au milieu des ruines » (135).

Face à cet amas d'élucubrations, le lecteur intelligent pourrait se demander s'il ne vaudrait pas mieux interrompre l'analyse d'un ouvrage manifestement voué au néant. Hélas, la valeur (inexistante) du discours ici tenu ne constitue pas le seul objet de notre investigation : il nous faut encore examiner le contenu des thèses catastrophistes qu'il propage, thèses dangereuses, comme nous le verrons, puisqu'elles ont pour but d'exciter des passions malsaines en soulevant le spectre d'une guerre de religions qui plongera la France dans une guerre civile (vous avez bien lu)⁵.

L'idée générale de l'auteur est la suivante : la France, autrefois nation puissante et admirée par le monde entier, s'est effondrée – suicidée – au cours des quatre dernières décennies en adoptant les « nouvelles valeurs » issues de Mai 68. Dans le but de prouver cette thèse d'emblée invraisemblable, l'auteur convoque, en quatre-vingts chapitres, des matériaux en tous genres tirés de l'anecdote nationale : intrigues politiques, faits divers, textes de chansons, séries télé, projets de loi, programmes de partis, etc. Les 527 pages de l'ouvrage proposent la description d'un suicide national qui se serait déroulé à petit feu entre le 9 novembre 1970, date de la mort du père de la Nation, le général de Gaulle, et le 1^{er} décembre 2009, date de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, ratifié par les pays membres de l'Union européenne. Affligé par le « déclin », le « déclassement stratégique », la « perte de compétitivité » (9) qu'aurait subis le pays durant ces quarante années, *Le suicide français* est habité de bout en bout par la nostalgie d'une France impérialiste et conquérante, par la nostalgie de ce « temps glorieux où la France au 17^e et au 18^e siècles était surnommée "la Chine de l'Europe" » (49). Pour Zemmour, l'entrée de la France dans l'UE a été une catastrophe, car elle aurait entraîné la dissolution de sa souveraineté et de son ambition napoléonienne à orienter les destinées du continent : « Les élites françaises ont renoncé à dominer l'Europe, et le reste du continent refuse désormais toute hégémonie, même culturelle ou idéologique, de la "Grande Nation" défunte. Mais cette conjonction de refus entraîne le projet européen à sa perte. Comme si la mort de l'Europe française entraînait toute l'Europe dans sa chute » (519).

On voit tout de suite ce qui cloche avec la thèse de l'auteur : le déclassement national qui l'obsède ne s'est pas produit *après* Mai 68, il s'est produit *avant*. Le plus étrange, c'est que plusieurs passages du livre – les passages les moins insensés, ceux qui relatent des faits historiques – contredisent ouvertement sa thèse. Zemmour nous rappelle ainsi, à la page 217, que le déclin de la France s'est joué plutôt sous Louis XV : « Son déclin débuta en ce milieu du 18^e siècle avec le traité de Paris de 1763 qui vit s'imposer au firmament la nouvelle puissance industrielle, à l'époque la seule : la Grande-Bretagne. Les trésors d'héroïsme militaire (Napoléon et 1914-1918) ne pourront rien faire face à la force économique de l'ennemi héréditaire. Seuls d'autres pays industriels comme l'Allemagne, et ensuite surtout

Le suicide français est donc un livre qui implose de son propre fait, en contredisant à répétition la thèse centrale qui en détermine le format (les quatre-vingts chapitres consacrés à des anecdotes post-Mai 68). Il donne ainsi à voir non pas le suicide de la France, mais le suicide d'une prémisse erronée, en démontrant, dans des moments de lucidité intermittente, l'inanité de la thèse générale que l'auteur a cru bon d'exposer néanmoins, comme s'il était affligé d'une sorte de schizophrénie cognitive. Se décrivant comme un « gaullonapartiste », Zemmour déplore que la France ait perdu « le culte de l'Empereur » (506) et ridiculise la médiocrité des politiques modernes, mais tout en étant forcé de reconnaître que Napoléon Bonaparte et le général de Gaulle ont échoué dans leur « intention impériale » (59) : le premier

On voit tout de suite ce qui cloche avec la thèse de Zemmour : le déclassement national qui l'obsède ne s'est pas produit après Mai 68, il s'est produit avant.

les États-Unis, parviendront à contester puis abattre la suprématie britannique. » À la page 336, Zemmour ajoute ceci : « Toute l'histoire du 19^e siècle après Waterloo peut se résumer à la lente érosion de l'hégémonie française, et son remplacement par son frère siamois germanique. La fin de Napoléon 1^{er} sonna le glas de l'imperium français sur l'Europe ; mais ce fut la chute de son neveu qui transforma l'ancien prédateur français menaçant en une proie convoitée et craintive. » À la page 261, Zemmour précise également que « le 20^e siècle et la défaite de 1940 sonnèrent le glas de la puissance française », ainsi que ceci, à la page 473 : « La France n'avait pas été invitée au partage du monde opéré à Yalta entre Russes, Américains et Britanniques. » À la page 507, on trouve enfin ce constat : « L'étoile de l'Angleterre s'était levée un siècle plus tôt, à la fin des guerres de Louis XIV, et celle de la France avait pâli à l'issue du traité de Paris de 1763, lorsque Louis XV abandonna le Canada et l'Inde. "Que perd la France ? demande Michelet. Rien, sinon le monde." Les guerres de la Révolution et de l'Empire furent l'ultime effort de la France – qui laissa le pays exsangue – pour reprendre son rang de maître de l'Europe. » D'autres passages montrent que des phénomènes récents ont contribué au recul français, mais sans qu'ils soient liés à Mai 68 : c'est le cas de la réunification des deux Allemagnes en 1989, événement que Zemmour décrit comme une « catastrophe géopolitique pour la France » (333) puisque celle-ci perdra son ascendant sur une Allemagne renforcée : « La supériorité allemande est telle que la France ne pourra plus échapper à sa vassalisation » (520) ; ou encore la mondialisation économique qui a permis aux capitaux étrangers d'acquérir des entreprises françaises du CAC 40, lesquelles « deviendront des proies pour les étrangers richement dotés, soit par leur capitalisme d'État [...], soit par leurs fonds de pension à l'anglo-saxonne » (282).

à Waterloo, et le second avec la perte de l'Algérie et l'échec d'une politique d'autonomie que l'histoire a désavouée. L'auteur aurait voulu que la France, en 2005, commémore le bicentenaire de la victoire de Napoléon à Austerlitz (504), mais ne réalise pas ce que cette commémoration aurait eu de ridicule. Aveuglé par sa volonté de ranimer la figure d'un homme fort à même de redresser la nation déchu, Zemmour ne voit pas que la célébration d'une victoire éphémère, peu après annulée par une défaite générale, aurait eu l'allure d'un rituel compensatoire, d'une tentative pathétique d'effacer le réel en se comportant comme si la défaite n'avait pas eu lieu ; à l'image de ce passage curieux où Zemmour parle du *renoncement* de la France alors que celle-ci n'avait d'autre choix que de se plier aux conditions du camp victorieux : « Sous la Restauration, la France vaincue par l'Europe coalisée contre Napoléon renonçait [*sic*] à ses rêves de domination continentale, et se soumettait à ses vainqueurs, regroupés sous la houlette de la puissance hégémonique de la première mondialisation qui s'annonçait : la Grande-Bretagne » (401). « La France semble depuis Waterloo condamnée à l'anachronisme » (401), écrit Zemmour. Dans le monde multipolaire, se lamente-t-il, « nous ne parvenons pas à [...] trouver une place digne de notre passé » (51) ; mais c'est que cela n'est plus possible. Ce qui est anachronique, ce n'est pas la France : c'est la nostalgie de l'auteur pour une grandeur passée qui ne peut être reproduite dans le contexte actuel. Le reconnaître, c'est simplement faire preuve de réalisme, et non de défaitisme.

Qu'est-ce qui a pu pousser l'auteur, au-delà de toute cohérence, à faire de Mai 68 le tournant d'un déclin commencé trois siècles plus tôt et dont les causes les plus récentes – causes économiques et géopolitiques – sont liées à la conjoncture internationale plutôt qu'à une ribambelle

d'anecdotes franco-françaises auxquelles il accorde une portée aussi douteuse que démesurée ? C'est que Zemmour, en étalant l'affliction que lui cause la perte de rayonnement de la France, est surtout animé par un projet idéologique et personnel : attaquer les mille et une cibles de ses détestations, qui comprennent, pêle-mêle, le féminisme, la mort du père, la Révolution française, la loi antitabac, le mouvement gay, les politiciens de gauche, les politiciens de droite qui ne sont pas assez à droite, SOS Racisme, la ville de Paris, le divorce, les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Europe, le cosmopolitisme, le néolibéralisme, les bobos, le rock and roll, les Restos du cœur, l'art contemporain, l'euro, la mondialisation et les immigrants, surtout les immigrants, plus précisément les immigrants d'origine musulmane qui ouvrent des boucheries halal et qui ont envahi toutes les banlieues de France, selon le constat hystérique de l'auteur : « L'islamisation des banlieues françaises est totale ou presque » (502).

Jouant sur les mêmes peurs xénophobes que Renaud Camus et Finkielkraut, Zemmour évoque ainsi un « gigantesque déménagement du monde » (527), expression qui sonne comme un synonyme du « grand remplacement ». Après Finkielkraut, il présente les musulmans de France comme un corps étranger au sein de la nation : « un campement africain » (145), « un peuple dans le peuple » (145), « deux civilisations sur un même territoire » (481). Selon Zemmour, les musulmans ne peuvent s'intégrer à la société française à cause du « refus irréductible de l'islam de se fondre dans le creuset français » (330). Citant l'imam Khomeyni, qui bien sûr parle pour tous les musulmans de la planète (« En islam, tout est politique »), Zemmour soutient que la « préconisation ultime » de la religion musulmane est de « contraindre la France à s'auto-détruire » (330), d'où le spectre d'une invasion démographique belliqueuse : « Dans de nombreuses cités françaises, Mohammed devint le premier prénom de l'état civil. Une suprématie qui sonnait comme une promesse de domination et de conquête » (372). En les comparant à « un iceberg banlieusard grandi dans la haine du roman national français, en voie de lente sécession » (503), Zemmour suggère que les banlieues islamisées conduiront à une désagrégation du territoire national. Ainsi, la France serait aujourd'hui le théâtre d'« une guerre de Religion en gestation » (525), laquelle replongera le pays dans l'époque des croisades ou de la guerre des Balkans : « Mai 68 a bazaré un héritage millénaire en 40 ans : ce dépouillement volontaire, ce suicide prémédité ramènent les orages que nous avons jadis détournés, grandes invasions et guerres de Religion » (526) ; « l'avenir de notre cher Hexagone se situe entre un vaste parc d'attractions touristiques et des forteresses islamiques, entre Disneyland et le Kosovo » (526).

Avec une mauvaise foi évidente, Zemmour prétend que la responsabilité de cette guerre civile imaginaire incombera à « l'idéologie de la mondialisation, antiraciste et multiculturaliste », qu'il associe fallacieusement aux ultranationalismes et fascismes du passé : cette idéologie, affirme-t-il, « sera au 21^e siècle ce que le nationalisme fut au 19^e siècle et le totalitarisme au 20^e siècle, un progressisme messianique fauteur de guerres ; on aura transféré la guerre

La Fondation Sylvie et Simon Blais est fière d'annoncer que le lauréat de la 9^e édition du prix Sylvie et Simon Blais pour la relève en arts visuels est **Jean-Michel Leclerc**.

Ce prix remis annuellement a pour but de faire connaître et promouvoir le travail d'un ou d'une artiste de la relève en offrant à un finissant ou une finissante d'un programme de maîtrise en arts visuels d'une université québécoise une bourse de 2 000 \$ ainsi qu'une exposition individuelle au mois d'août à la Galerie Simon Blais accompagnée d'un opusculé.

Le prix est attribué par voie de concours pour lequel un nouveau jury est formé chaque année.



Sans titre (*Canon*), 2016, papier mâché, carton, gouache, bois, découpes et débris divers, 37 x 94 x 28 cm
© Jean-Michel Leclerc
Crédit photo : Carolyne Scenna

JEAN-MICHEL LECLERC

Série d'œuvres et de travaux récents

12 août - 2 septembre

FSSB

FONDATION SYLVIE ET SIMON BLAIS

fssb.ca

entre nations à la guerre à l'intérieur des nations. Ce sera l'alliance du "doux commerce" et de la guerre civile » (527). Dans l'éventualité peu probable où se réaliserait ce scénario, ce qu'il faudrait blâmer, ce serait plutôt le discours dont Zemmour se fait le porte-voix, la rhétorique belliqueuse qui l'amène à écrire, par exemple, au sujet de la France et de sa minorité musulmane : « Nous cédon devant l'ennemi intérieur que nous laissons prospérer » (526). *Le suicide français* prétend faire le portrait d'une guerre civile en gestation ; en réalité, il cherche à attiser des haines raciales dans le but de *provoquer* non pas une guerre civile (les musulmans étant trop peu nombreux pour cela), mais la persécution d'une minorité par une majorité, suivant le procédé connu de la prophétie autoréalisatrice. Derrière sa rhétorique victimaire où la majorité nationale serait elle-même persécutée par ses minorités, *Le suicide français* constitue un appel à peine voilé à l'évacuation de France des musulmans, cet « ennemi intérieur » qui menace l'identité de la nation et l'intégrité de son territoire⁶.

Pour faire passer ce discours xénophobe, dont je ne vois pas, en toute honnêteté, la différence par rapport au discours antisémite tel qu'on l'a vu naître à la fin du 19^e siècle et prospérer jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale (on cible un groupe minoritaire, on le qualifie d'ennemi intérieur et on invite la nation à se tourner contre lui), Zemmour utilise la stratégie de défense qui consiste à associer toute critique qu'on pourrait lui faire à de la rectitude politique. Sous prétexte qu'il serait un pourfendeur de la bien-pensance et du politiquement correct, il s'autorise à franchir le pas de la littérature haineuse. Ses critiques incessantes contre les mouvements antiracistes – une « redoutable Inquisition » (68) – ou contre la loi Pleven visant à lutter contre les discriminations cherchent ainsi à faire sauter le verrou d'une censure normale pour qu'une haine des musulmans puisse s'exprimer sans complexe. Dans la même optique, l'auteur se complait dans des attaques échevelées contre l'antiracisme, qu'il accuse d'avoir « sapé les fondements de la nation française » (249) et de mener à une « babélisation généralisée » (75), à « la dissolution programmée de la nation française dans un magma planétaire » (67). Au lieu de répondre à des situations réelles d'exclusion et de discrimination, l'antiracisme serait le fruit d'une « obsession raciale » (426) (on retrouve ici l'argument de Finkielkraut), d'une « xénophilie militante et exaltée » (189) (encore Finkielkraut), de la « machine culturelle et médiatique de propagande antiraciste » (297). Pour Zemmour, une attitude d'ouverture entraînerait de facto l'effacement de soi : « l'amour de l'autre » serait ainsi, en France, « poussé jusqu'à la haine de soi » (15) (Finkielkraut, toujours). Pour Zemmour, l'homogénéité identitaire de la France doit être maintenue coûte que coûte par un modèle d'assimilation strict qui exigerait des musulmans qu'ils renoncent à des « prénoms identitaires » (369) pour ne prendre que des prénoms issus du calendrier chrétien : « Cela aurait permis à ces musulmans, par une contrainte salutaire, de s'arracher à l'emprise d'une identité fondée sur la tradition religieuse » (373). Pour Zemmour, les modèles d'intégration plus souples sont un « compromis ambigu et fumeux » (213). Tout ce qui,

de près ou de loin, pourrait bénéficier à des citoyens d'origine musulmane est condamnable : la politique de regroupement familial à l'intention des travailleurs maghrébins recrutés dans les usines de France ; la création des Restos du cœur, dont les immigrants seraient devenus des « habitués » (274) ; le mouvement des sans-papiers ; les analyses des sociologues, qui ne feraient que légitimer la violence des banlieues (encore et toujours Finkielkraut) : « Les bandes de trafiquants, de voleurs et de violeurs seront sanctifiées, victimes éternelles d'un ordre néocolonial et raciste » (123).

En décrétant la mort de la nation française – « La France se meurt, la France est morte » (527) – et en n'envisageant d'autre horizon que celui d'une guerre civile entre les Français et les citoyens d'origine musulmane, *Le suicide français* est le manifeste d'une extrême droite suicidaire et fanatique, le soliloque incohérent et bavard d'un mythomane qui prend ses insanités pour des hardiesses, ses provocations pour de l'intelligence. Culte du militaire tout-puissant, angoisse de castration du mâle blanc hétérosexuel, fantasme d'une pureté identitaire à protéger, haine de l'autre impur, sentiment de vulnérabilité individuelle projeté à l'échelle de la société : tous ces éléments du délire zemmourien dessinent les contours d'une sensibilité paranoïaque. La vérité principale qui émane de ce livre est involontaire : *Le suicide français* nous donne à voir la forme que peut prendre le discours d'un fou cherchant à faire basculer tout un pays dans son délire de déchéance grandiose. ■

La deuxième partie de ce texte sera publiée dans le prochain numéro de l'Inconvénient.

1. Renaud Camus, *Le grand remplacement*, David Reinharc, 2011. Au début de 2014, Camus publie un ouvrage dont le titre – *France : suicide d'une nation* – préfigure celui de Zemmour (*Le suicide français*).
2. « Quel est le poids de l'islam en France ? », *Le Monde*, 6 juillet 2016.
3. « La population musulmane largement surestimée en France », *Le Figaro*, 14 décembre 2016.
4. « Quel est le poids de l'islam en France ? », *op.cit.*
5. Il est d'ailleurs un peu étrange que la critique française, au moment de la parution du livre, se soit d'abord arrêtée aux pages qui reviennent sur le régime de Vichy plutôt que sur ces scénarios de guerre civile.
6. Dans une entrevue accordée au journal italien *Corriere della Sera* en octobre 2014, Zemmour a évoqué cette déportation en la comparant à l'expulsion des pieds-noirs d'Afrique du Nord.

LE DÉLIRE COLLECTIF DES DÉCLINISTES FRANÇAIS

FINKIELKRAUT, ZEMMOUR, HOUELLEBECQ ET ONFRAY

(deuxième partie)

Alain Roy

III. Michel Houellebecq, *Soumission* (Flammarion, 2015)

Avant même sa sortie officielle le jour des attentats de *Charlie Hebdo* – coïncidence troublante, qui n'en était peut-être pas une –, le sixième roman de Michel Houellebecq soulevait déjà une polémique autour de cette question : s'agissait-il, oui ou non, d'un roman islamophobe ?

Suivant le scénario imaginé dans *Soumission*, le chef du nouveau parti de la Fraternité musulmane, Mohammed Ben Abbes, remporte l'élection présidentielle de 2022 en se faufilant parmi les partis traditionnels jusqu'au second tour, où il défait le Front national en dirigeant une coalition cherchant à faire barrage à l'extrême droite. Le président musulman sitôt élu, la société française s'islamise rapidement : la Sorbonne, où le narrateur enseigne la littérature du 19^e, devient une université islamique financée par la monarchie saoudienne ; le système d'éducation, où l'âge d'instruction obligatoire est ramené au niveau de l'école primaire, est chamboulé de fond en comble ; les femmes quittent en masse le marché du travail et s'habillent de façon plus modeste, en troquant robes et jupes pour des pantalons. Pour le narrateur et ses collègues masculins, l'islamisation accélérée de la France est une aubaine, car les pétrodollars leur apportent de plus hauts salaires et des appartements cossus, mais aussi parce qu'elle autorise la polygamie, grâce à laquelle les hommes aisés peuvent avoir au moins deux épouses : l'une, plus âgée, pour la cuisine et l'autre, adolescente, pour le sexe. À la fin du

roman, le narrateur est sur le point de se convertir à l'islam, après avoir échoué à renouer avec la foi chrétienne. Dans le sillage de la France, les pays européens s'islamisent tour à tour, tandis que Ben Abbes s'active à reconfigurer l'Europe en une Union méditerranéenne incluant les pays d'Afrique du Nord.

Les détracteurs de *Soumission* ont dénoncé le fait (souvent ignoré ou sous-estimé par la critique nord-américaine) que cette trame romanesque s'inspire des scénarios d'islamisation de la France et de l'Europe que véhicule l'extrême droite depuis plusieurs années, dont l'auteur Renaud Camus, cité dans le roman, ainsi que la complotiste juive Bat Ye'or, également citée, qui agite le spectre de l'Eurabia, d'une Europe vouée à l'arabisation¹. Les discussions politiques qui émaillent le roman présentent cette éventualité comme étant possible et rationnelle, en évoquant « l'arrivée massive de populations immigrées empreintes d'une culture traditionnelle » (276). En se portant à la défense de *Soumission*, Finkielkraut a soutenu que le roman mettait en scène « un avenir qui n'est pas certain mais qui est plausible », et ce, parce que « l'islam est aujourd'hui en position de force » et que « rien ne fait obstacle aux revendications de l'islam » (affirmation un peu étrange quand on sait que la France est le pays où les lois contre le port du voile sont les plus strictes en Occident)². Pour Finkielkraut, Houellebecq est le « grand romancier du possible », et le monde qu'il imagine dans *Soumission* est « déjà en quelque sorte notre présent ». Interrogé sur la

plausibilité de son scénario de politique-fiction, Houellebecq a cependant reconnu que l'élection d'un président musulman en 2022 était peu probable, mais non sans affirmer que cette hypothèse était envisageable sur un horizon de quelques décennies. Sur le plateau d'*On n'est pas couché*, il a également admis : « m'accuser d'exploiter une peur, c'est vrai³ ».

Contre l'argument de l'islamophobie, les défenseurs du roman et Houellebecq lui-même ont aussi fait valoir un autre argument, selon lequel *Soumission* ne présenterait pas une vision négative de l'islamisation de la France. Celle-ci se produit en effet sans grande turbulence, comme si la société tout entière était mûre pour cette conversion, ou pour cette soumission suivant le sens du mot *islam* dans la langue arabe. Le président Ben Abbas est présenté comme un homme politique intelligent et habile qui rallie aisément ses adversaires. Peu après son élection, les violences dans les banlieues diminuent fortement, de même que le taux de chômage, alors que les femmes quittent le marché du travail. La France islamisée éprouve alors un « élan d'espoir » (198), un regain d'« optimisme » (198). Pour certains critiques, *Soumission* ne serait pas tant un roman islamophobe qu'un roman illustrant la démission des élites, ici représentées par les professeurs d'université qui s'accommodent de l'islamisation pour en tirer des avantages personnels (mais cette lecture ne tient pas vraiment la route quand on considère que c'est toute la population de France qui, dans le roman, se soumet passivement à l'islamisation).

Que faut-il donc penser de la polémique soulevée par *Soumission* ? Ce roman est-il, oui ou non, islamophobe ? Eh bien, tous ont un peu tort et un peu raison à la fois, à cause du dispositif romanesque retors que l'auteur met en place et qui consiste à traiter de façon positive – donc non islamophobe – les prolongements d'une prémisse qui, elle, est fondée sur un scénario islamophobe (celui de l'islamisation de la France). Grâce à ce stratagème, Houellebecq satisfait les lecteurs islamophobes (en accréditant les fantasmes d'islamisation), mais en se dédouanant de toute accointance avec les exaltés de l'extrême droite (en présentant une vision favorable de l'islamisation). Les acteurs de la polémique qui font valoir l'un ou l'autre de ces aspects s'engagent forcément dans un faux débat, dans une controverse stérile sur l'alignement idéologique d'un scénario romanesque volontairement ambigu. Essayer de répondre à la question : « *Soumission* est-il un roman islamophobe ? », c'est poser le pied dans le piège que tend le roman à ses contemporains, et qu'il importe de contourner pour examiner cette autre question, beaucoup plus pertinente d'un point de vue littéraire : « *Soumission* est-il un roman réussi ? »

Le concept le plus utile pour apprécier la valeur esthétique de ce roman est sans doute celui de la *willing suspension of disbelief* – ou « suspension volontaire de l'incrédulité » – qu'a formulé l'écrivain Coleridge au début du 19^e siècle. La suspension volontaire de l'incrédulité désigne l'opération mentale grâce à laquelle le lecteur accepte de prêter foi aux mondes imaginaires que les œuvres de fiction mettent en scène. Elle constitue, en ce sens, une condition nécessaire au bon fonctionnement de tout roman : si le

lecteur ne peut prêter foi aux événements relatés, même en tant qu'événements imaginaires, alors il « décroche » ; son scepticisme reprend le dessus, et il éprouve le sentiment que le monde représenté est factice et sans valeur. La suspension volontaire de l'incrédulité soulève, en somme, la question de la vraisemblance imaginaire.

Il existe deux façons d'aborder la vraisemblance d'une œuvre de fiction, selon qu'on s'intéresse à ce qu'on peut appeler sa vraisemblance *externe* ou bien, à l'inverse, à sa vraisemblance *interne*. La question de la vraisemblance externe consiste à se demander si les événements représentés sont vraisemblables en regard de la réalité extérieure. En tant que roman de politique-fiction et d'« anticipation proche », *Soumission* suscite spontanément ce type d'interrogation de la part du lecteur : « Se pourrait-il que de tels événements se produisent en 2022 ou dans un certain avenir ? » Les genres littéraires de l'anticipation et de la politique-fiction fonctionnent à partir de ce ressort comparatif, de la mise en relation constante d'une réalité présente avec un avenir virtuel qui en serait le prolongement. Dans le cas qui nous intéresse, cette mise en relation est d'autant plus naturelle que Houellebecq ne se gêne pas pour multiplier les références à des acteurs réels de la scène politique française, tels que Marine Le Pen, François Hollande, Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, François Bayrou, ou encore le journaliste David Pujadas, chef d'antenne à la télévision d'État. Dans ce qui ressemble à une sorte d'*inside joke*, Houellebecq écrit, à propos de la présidente du Front national : « Le bruit courait depuis quelque temps que certains de ses discours étaient écrits par Renaud Camus » (110). Lorsque les détracteurs de *Soumission* parlent d'un roman islamophobe, ils le font donc au nom de ce critère de la vraisemblance externe, en jugeant que la prémisse d'une islamisation de la France n'est pas crédible, pas plus que les scénarios d'invasion musulmane agités par l'extrême droite. Suivant cette piste, le lecteur pourra donc se demander s'il est plausible qu'un parti de la Fraternité musulmane arrive au deuxième rang du premier tour des présidentielles, en recueillant 22,3 % des voix, alors que les citoyens de culture musulmane (dont plus de la moitié sont incroyants ou non pratiquants) représentent quelque 8 % de la population française. La prémisse houellebecquienne supposerait le triplement à court terme de cet électorat potentiel, ce qui sur le plan démographique apparaît douteux. Peut-être conscient de cette difficulté, Houellebecq avance que l'électorat du parti de la Fraternité musulmane allait « bien au-delà du cadre strictement confessionnel » (52), justification à laquelle les lecteurs auront le loisir de croire ou non ; de même qu'au score électoral de 34,1 % dont est crédité le Front national au premier tour, soit une augmentation de près de 60 % des voix par rapport au score obtenu à l'élection de 2017. Mais en nous livrant à de telles considérations – ce qu'invite à faire le roman lui-même, puisqu'il consacre plusieurs pages à discuter des sondages électoraux, des résultats du premier tour et des alliances entre partis au second tour –, on voit ce qu'ont de fragile les objections fondées sur la vraisemblance externe : c'est qu'elles mettent en relation deux mondes qui ne relèvent pas de la même « réalité ontologique » – le monde réel et

le monde de la fiction. Bien que défendables, les objections fondées sur la réalité objective donnent l'impression d'être chicanières, car elles refusent en quelque sorte de jouer le jeu de la fiction, de consentir à l'expérience d'une réalité virtuelle, fût-elle idéologiquement discutable. C'est d'ailleurs l'argument qu'ont invoqué Houellebecq et Finkielkraut pour défendre *Soumission*, en pariant sur la *possibilité* de l'avenir mis en scène, quelle qu'en soit la probabilité. Dans cette optique, l'évaluation de la vraisemblance externe risque fort d'être peu concluante, car elle repose en définitive sur la subjectivité politique de chaque lecteur : les lecteurs sensibles au caractère islamophobe de la prémisse auront tendance à trouver le roman peu vraisemblable, tandis que ceux qui portent foi aux scénarios d'islamisation et de déchéance nationale y verront un avenir possible et méritant d'être envisagé. L'évaluation de la vraisemblance externe nous conduit ainsi dans le même genre d'impasse que la polémique sur l'orientation idéologique du roman.

Il n'en va pas de même, en revanche, de l'évaluation de la vraisemblance interne, puisque celle-ci consiste à évaluer la cohérence du roman *avec lui-même*. Suivant ce critère, le lecteur se demandera non pas si le roman est conforme à une réalité extérieure, mais si le romancier reste fidèle, de chapitre en chapitre, au monde imaginaire qu'il a conçu ; si la trame des événements relatés découle logiquement de la situation initiale ; et si les personnages se comportent d'une façon concevable ou acceptable en regard de ce qui a été dit à leur sujet depuis les premières pages. On notera, en passant, que lorsque nous lisons des « classiques » de la littérature, nous nous dispensons souvent de soumettre les œuvres à ce genre d'évaluation, et c'est d'ailleurs le signe qu'elles sont bel et bien réussies : ayant passé le « test du temps », les bons romans coulent de source ; la question de leur vraisemblance imaginaire ne se pose pas vraiment et reste à l'arrière-plan de notre conscience. Par rapport aux romans fraîchement publiés, dont l'immense majorité sera vouée à l'oubli, notre sens critique est souvent plus aiguisé : tout en lisant, nous nous demandons si le livre que nous tenons entre nos mains passera ou non à la postérité.

Un premier élément est susceptible de faire naître le scepticisme chez les lecteurs de *Soumission* : c'est l'absence de tout conflit social ou politique après l'élection du président issu d'un parti musulman, alors que la première moitié du roman présente une image opposée de la société française, où se multiplient les émeutes et les incidents violents. Au milieu d'un cocktail, des universitaires entendent ainsi les bruits d'une fusillade, puis une forte explosion. Une colonne de fumée s'élève de la place Clichy, envahie par les flammes et jonchée de carcasses de voitures carbonisées. Le personnage de Lempereur, qui a fait partie de groupes identitaires dans sa jeunesse, explique au narrateur que les « affrontements ethniques » (63) sont souvent initiés par l'extrême droite afin de « faire monter la pression » (66) : « chaque fois que c'est parti en vrille ces derniers mois, il y avait au départ une provocation anti-islam : une mosquée profanée, une femme obligée d'enlever son niqab sous la menace, enfin un truc de ce genre » (66). « Vous pensez vraiment qu'ils veulent déclencher

une guerre civile ? » demande le narrateur. Lempereur répond : « Il n'y a aucun doute là-dessus » (69), puis il lui montre un texte intitulé « Préparer la guerre civile » (69), publié sur le Net par un groupe identitaire dont la maxime est la suivante : « nous sommes les indigènes de l'Europe, les premiers occupants de cette terre, et nous refusons la colonisation musulmane » (68). « Pour les identitaires européens, explique Lempereur, il est admis d'emblée qu'entre les musulmans et le reste de la population doit nécessairement, tôt ou tard, éclater une guerre civile » (70). Le narrateur partage peu après le point de vue de son collègue : « La France, comme les autres pays d'Europe occidentale, se dirigeait depuis longtemps vers la guerre civile, c'était une évidence » (116). Quelques jours avant les élections, une manifestation importante du Front national réunit des centaines de milliers, voire quelques millions de personnes sur la place de la Concorde. « Je n'avais jamais vu une foule pareille », observe le narrateur (119). Des banderoles affichent les slogans « Nous sommes le peuple de France » et « Nous sommes chez nous » (120). La télévision, en soirée, montre des images d'une nouvelle émeute : « Les affrontements avaient commencé, on distinguait des groupes d'hommes masqués, très mobiles, armés de fusils d'assaut et de pistolets-mitrailleurs ; quelques vitrines étaient brisées, des voitures brûlaient çà et là » (121). Le jour des élections du second tour, dans une sorte de mouvement de fuite survivaliste, le narrateur quitte Paris dans sa voiture aux petites heures du matin, muni d'une pharmacie portative, de vêtements de rechange pour un mois et de ses chaussures high-tech : « Je n'avais aucun projet, aucune destination précise ; juste la sensation, très vague, que j'avais intérêt à me diriger vers le Sud-Ouest ; que, si une guerre civile devait éclater en France, elle mettrait davantage de temps à atteindre le Sud-Ouest » (125). Sur sa route, dans une station-service à la vitrine explosée, il croise les cadavres d'une caissière et de deux Maghrébins assassinés. Le narrateur trouve refuge dans une auberge de village où la télé ne reçoit que les signaux de la BBC, comme si toutes les chaînes nationales avaient été brouillées pour cacher l'ampleur des troubles à la population. Le reportage anglais montre qu'une vingtaine de bureaux de vote ont été pris d'assaut par des bandes armées. Des urnes ayant été volées, le gouvernement décide d'organiser de nouvelles élections qui auront lieu le dimanche suivant, « sous la protection de l'armée » (137). L'appui au Front national augmente considérablement dans cet intervalle ; le parti est maintenant coude à coude avec la coalition adverse : « Les sondages secrets donnaient exactement les mêmes prévisions que les sondages officiels : du 50-50, jusqu'au bout, à quelques dixièmes de point près » (143).

La première moitié du roman brosse ainsi le tableau d'une France au seuil de la guerre civile, secouée par de multiples incidents de violence et dont la moitié de la population soutient le Front national. Ce monde fictif étant posé, que se passe-t-il au lendemain des élections présidentielles qui donnent la victoire, par une très courte marge, au candidat d'un parti islamiste minoritaire ? Eh bien, rien du tout. De façon surprenante, le pays accepte sans turbulence aucune le résultat électoral qui devrait logiquement ulcérer l'électorat

frontiste formant la moitié de la population. Pour les milices identitaires qui se livrent déjà à des actions violentes, l'élection de Ben Abbes est l'occasion rêvée de mettre en branle leur projet de déclencher une guerre civile. Mais elles n'en font rien. De façon étrange, la population française, incluant ses éléments les plus xénophobes et exaltés, se pacifie brusquement, comme si toute trace d'agressivité s'était évaporée alors que cela même qu'elle considérerait comme inadmissible vient de se produire. Pour justifier ce surprenant retournement de l'opinion, l'auteur invoque l'habileté politique du chef musulman ainsi que son charisme tout-puissant, qui méduse ses adversaires. Alors que Ben Abbes propose une diminution des dépenses sociales de 85 % (rien de moins !), personne ne lève le petit doigt dans ce pays réputé pour ses mouvements sociaux : « Le plus étonnant était que la magie hypnotique qu'il répandait depuis le début continuait à opérer et que ses projets ne rencontraient aucune opposition sérieuse » (210-211). Le FN semble avoir disparu du décor. Le clivage social que décrit la première moitié du roman s'est dissipé comme par magie.

Le comportement de la population féminine, au lendemain de l'élection présidentielle, est tout aussi surprenant. Alors qu'il se promène dans un centre commercial, le narrateur réalise que les femmes ne s'habillent plus de la même façon : « Toutes les femmes étaient en pantalon » (177) ; « les robes et les jupes avaient disparu » (177). Le narrateur en déduit qu'« une transformation, donc, était bel et bien en marche ; un basculement objectif avait commencé de se produire » (177). Quelques semaines plus tard, il comprend que la forte diminution du chômage est due à « la sortie massive des femmes du marché du travail » (199). « La France était en train d'évoluer rapidement, et d'évoluer en profondeur » (201), constate-t-il. L'auteur présente cette évolution rapide comme un état de fait, alors qu'elle coïncide assez mal avec le scénario électoral imaginé dans le roman : comme nous l'avons vu, le parti de la Fraternité musulmane recueille moins du quart des voix au premier tour ; et si Ben Abbes réussit à gagner la présidence, c'est grâce à des alliances avec les autres partis désireux de barrer la voie au Front national. Or l'auteur mène son récit comme si cet électorat fragmenté, coalisé contre le FN, s'était converti tout entier à des mœurs musulmanes, ainsi que l'électorat même du FN, ce qui est encore plus étonnant. Autrement dit, l'auteur confond en quelque sorte la victoire présidentielle d'un candidat musulman avec la conversion générale d'un pays à une religion pourtant minoritaire. Selon quel processus mystérieux les trois quarts des Françaises qui n'ont pas voté pour le parti de la Fraternité musulmane accepteraient-elles soudainement de renoncer à leur emploi, de devenir ménagères, de modifier leur habillement, de tolérer la polygamie, voire une certaine pédophilie (la seconde épouse de Robert Rediger, président de la Sorbonne islamisée, n'a en effet que quinze ans, l'âge minimum du consentement selon la loi française) ? Toutes les femmes de France s'islamisent dans une sorte de soumission magique que l'auteur ne se donne pas la peine d'expliquer. Comment comprendre cette passivité soudaine et entière d'une population auparavant combative et divisée ? Qu'est-ce

qui a pu pousser l'auteur à développer ce scénario alambiqué qui menace la suspension volontaire de l'incrédulité et, ce faisant, la postérité même du roman ?

J'entrevois deux motifs possibles. Il se pourrait, d'une part, que l'auteur tenait au dispositif romanesque ambigu qui consiste à donner un prolongement non islamophobe à une prémisse islamophobe. Autrement dit, par désir d'installer ce piège à polémique, Houellebecq *avait besoin que l'islamisation de la France se déroule de manière pacifique*. Si la seconde moitié du roman avait raconté l'éclatement d'une guerre civile, l'assassinat de Ben Abbes par un commando d'extrême droite ou quelque manifestation d'agressivité de la population majoritaire face à sa minorité musulmane, l'auteur n'aurait pas été en mesure de contrer le reproche d'islamophobie adressé à sa prémisse fondée sur les scénarios d'islamisation de l'extrême droite xénophobe. S'il a provoqué la controverse médiatique probablement espérée, le dispositif retors de l'auteur se retourne ici contre lui, car il l'oblige à concevoir un développement pacifique invraisemblable qui nuit à la cohérence interne du roman.

Le second motif auquel je pense découle d'un problème de focalisation ou de point de vue. Il apparaît assez évident que l'auteur a voulu créer un personnage dont les états d'âme refléteraient ceux de la civilisation à laquelle il appartient et qu'il symboliserait ainsi dans sa personne. De même que le héros songe au suicide avec détachement : « Je le sentais bien, je me rapprochais du suicide, sans éprouver de désespoir ni même de tristesse particulière » (207), la France et l'Europe acceptent de disparaître en s'islamisant : « L'Europe avait déjà accompli son suicide » (256), explique Rediger en évoquant la théorie de l'historien Toynbee, selon qui les civilisations meurent non pas assassinées, mais en se suicidant. Selon les dires de Rediger, que le roman confirme, « les nations européennes n'étaient plus que des corps sans âme – des zombies » (255), à l'image du narrateur amorphe et blasé qui se convertit à la religion musulmane destinée « à dominer le monde » (271). L'état de délabrement de la civilisation occidentale est reflété pareillement dans la déchéance physique du personnage, affligé de multiples maux : « Il fallait se rendre à l'évidence : parvenue à un degré de décomposition répugnant, l'Europe occidentale n'était plus en état de se sauver elle-même – pas davantage que ne l'avait été la Rome antique au V^e siècle de notre ère » (276).

Cette intention esthétique peut certes se défendre, mais elle devient problématique dès lors qu'elle concerne le personnage *en tant que narrateur* (puisque nous avons ici affaire à un roman écrit au *je*). Car si l'instance narrative se dissout au sein de cette « communion métaphorique » entre le personnage et le monde qu'il symbolise, en excluant de son horizon toute forme d'altérité – qu'incarneraient, par exemple, des résistants à l'islamisation –, alors le roman, contrairement à sa nature, comme l'a montré Lukacs, devient le théâtre d'un monde *monologique*. Ainsi, dans la seconde moitié du livre, tout se passe comme si la population entière de France basculait dans l'islam comme le narrateur lui-même. À la toute fin du roman, alors qu'il est sur le point de se convertir, le narrateur confie : « Je n'aurais rien à

regretter » (300). L'islamisation immédiate et sans remous de la France reflète cette absence de regrets et l'apathie typiquement houellebecquienne du personnage, *comme s'il n'y avait plus d'écart entre la subjectivité de ce dernier et le monde extérieur*. Il est assez frappant de constater que le réel, dans la seconde moitié du livre, perd toute consistance alors qu'il cesse d'incarner un ordre extérieur sur lequel les désirs du narrateur viendraient se heurter (comme dans la première partie, lorsque sa maîtresse Myriam s'enfuit en Israël avec sa famille), autrement dit comme si le réel cessait d'incarner cette altérité inaltérable dont le propre est de demeurer imperméable aux désirs humains. Sur un mode presque magique, une sorte de réel compensatoire comble tous les désirs du héros : il est sollicité par la Pléiade pour préparer l'édition des œuvres de Huysmans, il récupère son emploi à la Sorbonne avec une forte augmentation de salaire, il se convertit à l'islam avec la promesse qu'il pourra jouir de plusieurs femmes. Une atmosphère d'irréalité enveloppe la seconde moitié du livre, où le réel se calque sur les projections fantasmagoriques du narrateur. Dans ce monde monologique où coïncident le réel et les désirs du personnage, l'ironie romanesque perd toute assise, malgré les morceaux d'autodérision houellebecquienne disséminés ici et là. En évacuant, par exemple, des points de vue qui auraient moqué la conversion des universitaires ou la prémisse même de l'islamisation de la France, le roman reste en deçà de l'ironie « générale » dont parle Jankélévitch ; et il met ainsi en place un monde homogène et sans conflits, à l'image de l'endoctrinement auquel se soumet le narrateur en recevant les enseignements islamiques de Rediger. La question qui se pose alors est la suivante : qu'advient-il d'une forme romanesque qui cesse de mettre en scène une réalité *dialogique*, d'un roman où la narration rabat sur un seul et même plan la conscience du narrateur, le monde qui l'entoure et le discours religieux en tant que vérité révélée ? En renonçant à sa civilisation sans avoir « rien à regretter », à cet « Occident qui sous nos yeux se termine » (13), le narrateur houellebecquien ne renonce-t-il pas du même souffle à cette conscience individuelle qui définit le genre du roman et qui en fait tout le prix ?

Le temps nous dira ce qu'il adviendra de *Soumission*. On entend souvent dire qu'un écrivain est « libre d'inventer ce qu'il veut ». C'est vrai. Mais les lecteurs sont tout aussi libres de croire ou non à ses inventions. Quant à moi, il m'est arrivé de penser, à quelques reprises au cours de ma lecture, que le roman se résumait au fond à une sorte de gag politico-machiste un peu douteux, comme si l'auteur avait dilué sur trois cents pages la boutade suivante lancée à un copain frontiste : « Pourquoi crains-tu l'islamisation ? Avec le retour de la polygamie, bobonne fera la popote et tu auras une gamine pour le cul. »

IV. Michel Onfray, *Décadence* (Flammarion, 2017)

Le cas de Michel Onfray est un peu à part et un peu plus étrange aussi, car il offre le spectacle d'un philosophe de gauche qui se transforme sous nos yeux en philosophe de

droite, d'un anarchiste libertaire qui se mue en catastrophiste paniqué. De longue date, Onfray s'est réclamé d'un hédonisme athée, inspiré de Nietzsche et d'Épicure, qu'il a délayé dans d'innombrables ouvrages visant à déconstruire les pouvoirs autoritaires et leurs dérives ; mais voilà que le philosophe, à l'image de certains penseurs de droite et d'extrême droite, s'inquiète de la montée de l'islam qui finira par s'imposer auprès de l'« Europe judéo-chrétienne en fin de course » (20). La décadence qu'évoque le titre de l'ouvrage est donc celle de la « civilisation judéo-chrétienne européenne » qui serait « en phase terminale » (21). Après l'identité malheureuse de Finkielkraut, le suicide français de Zemmour et la soumission de Houellebecq, Onfray réécrit l'histoire de l'Occident depuis la naissance de Jésus-Christ jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001 afin de nous montrer que sa suprématie pluriséculaire serait sur le point de s'effondrer.

Cette thèse énorme laisse d'emblée sceptique quand on considère le poids immense que l'Occident continue d'avoir dans les affaires du monde, ou encore le simple fait que l'Europe et l'Amérique du Nord, qui représentent 15 % de la population mondiale, possèdent 65 % de la richesse⁴. Hormis quelques pétromonarchies et paradis fiscaux de faible population, tous les pays les plus riches du monde sont des pays occidentaux. En 2015, l'économie de la France était la sixième au monde en importance⁵.

Comment s'y prend l'auteur pour nous convaincre que nous appartenons à une civilisation décadente ? Sa stratégie consiste à confondre ces deux termes : « civilisation judéo-chrétienne » et « civilisation occidentale », ce qui n'est pas la même chose. En glissant d'un terme à l'autre, Onfray conclut qu'un déclin du judéo-christianisme suppose le déclin de l'Occident. Voyons cela d'un peu plus près.

Conçu avec un souci de géométrie, *Décadence* compte deux parties d'égale longueur qui sont elles-mêmes divisées comme en miroir. La première partie, intitulée « Les temps de la vigueur », est subdivisée en trois sous-parties (« Naissance », « Croissance », « Puissance ») et chacune d'elles en cinq chapitres. La seconde partie, intitulée « Les temps de l'épuisement », est aussi divisée en trois sous-parties (« Dégénérescence », « Sénescence », « Déliaquescence ») qui sont chacune divisées en cinq chapitres. On reconnaît là cet art de la dissertation où la symétrie d'un plan bien proportionné est gage d'une pensée structurée. Nous verrons cependant qu'il n'en est rien et que ces effets sont plutôt le signe d'une volonté de faire entrer le réel, qui obéit à ses propres logiques, dans des architectures mentales prédéfinies.

Les deux premiers tiers de *Décadence* présentent une critique en règle du judéo-christianisme jusqu'au tournant des Lumières. On y reconnaît, sans surprise, l'hédonisme athée du philosophe qui s'inscrit dans le sillage de Nietzsche et de Voltaire. Onfray nous donne ici à lire, en quelque sorte, le « livre noir du judéo-christianisme ». Tout y passe : les Évangiles ne sont pas une parole révélée de Dieu, mais une légende, une fable pour enfants ; les miracles de Jésus sont des inventions fabriquées *post facto* ; les dogmes de l'Immaculée Conception, de la Trinité et de la transsubstantiation sont irrationnels ; les premiers chrétiens ont détruit d'innombrables

ouvrages philosophiques et littéraires qui ne convenaient pas à leur doctrine, tels que les tragiques grecs, des poètes latins et presque tout Épicure ; avec Paul, le christianisme s'est fait persécuteur et antisémite ; le christianisme a instauré une haine du corps, un masochisme malsain et un rapport névrotique à la sexualité ; en récompensant les pauvres dans l'au-delà, le christianisme était une religion qui étouffait les protestations sociales et était ainsi bénéfique aux puissants, qui l'ont aidé à prospérer ; le christianisme s'est livré à des entreprises d'évangélisation violentes et meurtrières ; de nombreux papes corrompus vivaient dans le luxe et la luxure ; la scolastique médiévale, dont il n'est rien resté de valable, justifiait les dogmes chrétiens par des raisonnements abscons et fumeux ; des excommunications fanatiques mettaient des individus au ban de la société ; l'Inquisition était une entreprise sadique et barbare qui s'appuyait sur la torture, les bûchers et les chasses aux sorcières ; les guerres saintes et les croisades avaient pour but de détruire les hérétiques ; le droit chrétien instruisait des procès contre des animaux, ce qui témoigne de sa folie ; l'Église misogyne a nourri une haine de la femme en l'associant au mal, au péché et au diable ; les évangélistes ont massacré les Indiens d'Amérique ; l'Église s'est dressée contre les découvertes de la science qui prouvaient l'absurdité de la Genèse, etc.

Tout Occidental un peu instruit reconnaîtra ici des choses dont il a entendu parler. Si l'auteur croit utile de revenir sur ces choses connues, en déduit-on, c'est parce qu'il souhaite démontrer que la décadence du judéo-christianisme est due au fait que celui-ci était vicié dans son principe, que cette « religion d'amour » était plutôt un instrument de haine et de domination, un invraisemblable tissu d'absurdités et de superstitions. Pour autant, le lecteur ne peut s'empêcher de se demander, tout au long de ces quatre cent cinquante pages, s'il était nécessaire de nous réexpliquer tout cela en long et en large, de nous démontrer par $a + b$ que le dogme de l'Immaculée Conception ne coïncide pas avec ce que nous enseigne la biologie, que le dogme de la Trinité ne respecte pas le principe généalogique suivant lequel le Fils vient après le Père, que le corps du Christ ne peut pas se trouver dans l'hostie puisque celle-ci est fabriquée avec de l'eau et de la farine, que de brûler des sorcières, de massacrer des Indiens et de détruire des impies ne sont pas des gestes chrétiens, etc., etc. *Décadence* suscite ainsi un premier étonnement : celui de voir un philosophe qui trouve intéressant de réinstruire des causes entendues, d'élaborer une critique en retard d'un siècle et plus sur celle de Nietzsche et de Voltaire, en somme d'enfoncer une enfilade de portes ouvertes pour nous convaincre de ce que nous savons déjà. Dans sa forme même, l'ouvrage souffre ainsi de ce paradoxe : si Onfray peut proclamer aujourd'hui l'effondrement de la civilisation judéo-chrétienne, c'est parce que la critique du judéo-christianisme *a déjà fait son œuvre* ; l'entreprise de déconstruction à laquelle il se livre apparaît ainsi redondante à la lumière de son idée maîtresse.

Mais un second étonnement nous attend alors que l'auteur aborde le tournant des Lumières. Après des développements favorables à l'épicurisme, à l'humanisme pétrarquien, aux conceptions immanentes du pouvoir chez Machiavel et

La Boétie, on se serait attendu à ce que le philosophe présente sous un jour positif les deux autres trames constitutives de la civilisation occidentale – le rationalisme issu des Grecs et la pensée scientifique moderne – qui prendront le devant de la scène au fur et à mesure que le filon judéo-chrétien sera contesté et relégué dans la sphère des croyances personnelles. Car rien n'est plus occidental que ce dialogisme interne qui fonde la civilisation d'Occident, cette tension permanente entre ses éléments constitutifs qui ouvre un espace de débat et de pensée à partir duquel la critique des religions pourra voir le jour. Le judéo-christianisme n'est que l'un des filons de la trame occidentale et, pourrait-on ajouter, celui qui lui est le moins consubstantiel, non seulement parce qu'il est postérieur au rationalisme grec, mais parce qu'il a été importé du Moyen-Orient dans le berceau européen, où se développeront cet humanisme et cette pensée scientifique qui feront l'originalité de l'Occident. Autrement dit, on se serait attendu à ce que le philosophe défende ce qui, de la civilisation occidentale, fonde son athéisme et rend possible sa critique du judéo-christianisme ; mais tel n'est pas le chemin qu'il emprunte. Alors qu'il vient de démolir le judéo-christianisme de toutes les manières possibles et concevables, le voilà qui reproche à l'Occident, à partir des Lumières – tenez-vous bien –, de s'être *déchristianisé*.

La contradiction est énorme, et pourtant, tel est l'argument que développe Onfray à maintes reprises dans le dernier tiers de l'ouvrage. Après avoir reproché aux Lumières d'être des « demi-Lumières » parce que leurs conceptions déistes n'étaient qu'« un pas vers l'athéisme » (374), le philosophe reproche aux révolutionnaires français qui se sont inspirés du rousseauisme d'avoir mené une entreprise de « déchristianisation » (423) guidée par le ressentiment. Idem pour les révolutionnaires marxistes qui, suivant le programme rousseauiste, ont cherché à régénérer le genre humain au nom du progrès : « La déchristianisation accompagne tout le processus bolchévique : l'homme nouveau doit faire la peau à l'homme judéo-chrétien » (446) ; de là viendront les horreurs des goulags, puisque « la déchristianisation va de pair avec l'abandon de toute morale » (446). Pour appuyer cette inférence, le philosophe rappelle que le communisme a causé la mort de cent millions de personnes, mais semble ainsi oublier que le judéo-christianisme, selon ses propres explications, a lui aussi entraîné le massacre d'innombrables innocents.

D'une manière tout aussi incohérente, Onfray dénonce ensuite le fait que le « christianisme officiel » a été le « compagnon de route de tous les fascismes » (455) au 20^e siècle, en soutenant – plus ou moins explicitement – les régimes de Mussolini, de Franco, de Hitler, de Pétain, des colonels en Grèce et des dictateurs d'Amérique latine. Le fascisme, écrit-il, est « une modalité réactionnaire et militaire du christianisme » (451). Mais le voilà, peu après, qui dénonce les réformes de Vatican II, lesquelles ont amolli l'Église en la dotant de conceptions œcuméniques et universalistes, d'un catholicisme social et d'une liturgie moins austère : « Vatican II, c'est le Mai 68 chrétien » (503). Or Mai 68, explique Onfray (qui suit ici Zemmour), constitue « le troisième temps de la

déchristianisation de l'Europe » (521) ; « Mai 68 est donc un mouvement de déchristianisation en Europe en même temps que l'avènement d'un monde franchement consumériste et déchristianisé en Occident » (522). Passons outre le fait que le consumérisme, « la religion païenne créée aux États-Unis » (538), remonte aux années 1950 – sinon avant – et n'a donc rien à voir avec les révoltes étudiantes de Mai 68 (comme si les étudiants de l'époque y étaient pour quoi que ce soit dans le système économique déjà en place), pour nous arrêter aux causes du retournement qui conduit le philosophe athée à déplorer la déchristianisation de l'Occident.

Suivant les propos que tient Onfray dans les derniers chapitres, il semble que ce retournement soit le produit des récents attentats islamistes qui auraient révélé l'état de faiblesse de l'Occident déchristianisé. À cause de Vatican II et de son programme doucereux, l'Occident aurait prêté le flanc aux attaques de ses ennemis : « Avec pareil programme, on ne crée ni ne défend une civilisation, on produit un humanisme. Le Dieu de colère laisse place au Dieu d'amour. Or la colère fait peur et tient les loups à distance alors que l'amour est une évidente promesse de victoire pour ceux qui ont choisi la haine » (508). Avec Vatican II, « l'Église a précipité le mouvement en avant qui annonçait sa chute » (518) et l'Occident déchristianisé s'est fait victime de sa vertu : « Aucune civilisation ne s'est jamais construite avec des saints et des pacifistes, des non-violents et des vertueux – des gentils garçons » (581).

On aurait envie d'objecter que rien n'est plus judéo-chrétien que de « tendre l'autre joue », comme l'enseignait Jésus, et que cette faiblesse que déplore le philosophe serait plutôt le signe d'un Occident *christianisé* ; sauf que ce constat même d'un Occident affaibli est peu crédible. Selon la vision étrange d'Onfray, les combattants islamistes seraient devenus aujourd'hui plus puissants que toutes les armées occidentales réunies : « L'Occident ne dispose plus que de soldats salariés n'ayant pas envie de mourir pour ce que furent ses valeurs aujourd'hui mortes. [...] L'Islam est fort, lui, d'une armée planétaire faite d'innombrables croyants prêts à mourir pour leur religion » (572). Selon l'analyse qu'il propose des attentats du 11 septembre 2001, la puissance invincible des djihadistes leur viendrait notamment d'une arme dévastatrice, l'effrayant et redoutable couteau exacto, qui a suffi à vaincre « l'Occident hyperindustriel, armé jusqu'aux dents, disposant d'armes de guerre sophistiquées à l'extrême » : « La plus grande armée du monde, la plus sophistiquée, la plus dispendieuse en argent public se trouvait donc réduite à néant avec ces *cutters* » (559). Les djihadistes qui reçoivent un peu partout des bombes sur la tête seraient sans doute heureux d'apprendre que l'armée américaine a été « réduite à néant » et qu'ils ont virtuellement gagné la guerre des civilisations évoquée par Samuel Huntington (que cite Onfray en conclusion). Perdant tout sens de la mesure, le philosophe fait mine d'ignorer que réussir un attentat, ce n'est pas gagner la guerre, et il se complaît dans l'image irréaliste d'un Occident complètement effondré devant le djihadisme : « Nous avons le nihilisme, ils ont la ferveur » (572) ; « Le bateau coule ; il nous reste à sombrer avec élégance » (572) ; « L'Europe est à prendre,

sinon à vendre » (578). Parlant des attentats de *Charlie Hebdo*, Onfray écrit : « Personne ne niera que cet attentat ait créé un sentiment de terreur massive » (565). Le terrorisme, ajoutait-il, est un « processus clairement annoncé et énoncé de l'installation de la terreur dans les consciences » (565).

On pourrait en conclure que *Décadence* est l'œuvre d'un philosophe terrorisé, d'un philosophe qui, sous l'effet de la terreur, n'arrive plus à penser clairement et en vient ainsi à renier son athéisme, parce que la peur de nouveaux attentats lui inspire la nostalgie du temps où un judéo-christianisme belliqueux intimidait ses adversaires. Traumatisé par les attentats de *Charlie Hebdo*, le philosophe sombre dans un défaitisme hystérique qu'il prend pour de la sagesse tragique ; apeuré par l'ennemi djihadiste, il en surestime la force au point de se croire déjà vaincu ; et il se met alors à ressasser les discours d'extrême droite sur l'immigration musulmane en France et ses « taux de natalité en expansion » (589), en évoquant la réalité des chiffres qu'il s'abstient néanmoins de citer (parce qu'ils seraient peu concluants). Comme si elle ne savait plus comment ordonner ses principes, sa pensée se désorganise en critiquant tout à la fois la mollesse de Vatican II et l'expédition punitive des États-Unis contre Ben Laden, qui n'aurait pas été faite « selon le droit ». Le philosophe prône et dénonce une chose et son contraire, créant ainsi l'effet d'un esprit égaré et confus.

Décadence nous offre d'ailleurs un autre motif d'étonnement avec ses derniers développements sur le transhumanisme. Par ce terme, Onfray désigne l'avènement d'une « civilisation planétaire, une, unique, monolithique » (583), une civilisation déterritorialisée où l'« homme nouveau s'obtiendra par la science, la médecine, la technologie, la biologie, la chirurgie, la pharmacologie, la génétique, mais aussi la cybernétique » (585). Depuis quelques décennies déjà, le transhumanisme serait en train de prendre forme grâce aux travaux de chercheurs américains : « Ce monde auquel travaillent déjà un nombre considérable de personnes, dont, depuis 1980, l'université de Californie à Los Angeles, abolira définitivement le vieux monde » (585). Si on essaie de suivre la pensée du philosophe, celui-ci considère donc qu'un islam conservateur détruira l'Occident par la force et la démographie, puis que le monde ainsi refaçonné basculera dans le transhumanisme. On voit tout de suite ce qui ne va pas avec ce scénario ridicule : le transhumanisme que décrit Onfray représente en fait l'élargissement de la civilisation occidentale à l'ensemble de la planète (quoi de plus occidental que toutes ces sciences qui façonneront « l'homme nouveau » ?). Mais comment le transhumanisme pourrait-il se développer si l'islam conservateur a préalablement rayé de la carte la civilisation occidentale décadente ? Comme on le voit, nous nageons ici en plein délire.

Dans un passage révélateur, Onfray évoque la soutenance de thèse du résistant Julien Freund, où ce dernier aurait répliqué à Jean Hyppolite, grand spécialiste de Hegel : « C'est l'ennemi qui vous désigne » (550). Dans *Décadence*, tout se passe comme si Onfray se laissait définir par l'ennemi djihadiste en tant que judéo-chrétien alors qu'il s'est toujours identifié comme un athée. Ce faisant, il perd de vue le fait

que la civilisation occidentale ne se réduit pas au judéo-christianisme ; et que, si celui-ci bat de l'aile, il n'en découle pas que l'Occident n'est plus une civilisation dominante et triomphante.

V. Conclusion

Finkelkraut, Zemmour, Houellebecq et Onfray. Quatre auteurs ayant publié, à la chaîne, quatre best-sellers fondés sur un même scénario islamophobe et catastrophiste : la France est vouée à une identité malheureuse à cause de ses citoyens musulmans ; la France s'est suicidée en raison d'un antiracisme soixante-huitard qui favorise l'immigration musulmane ; la France se soumettra à l'islamisation dans un avenir proche ; la France sera engloutie dans la décadence de la civilisation judéo-chrétienne vaincue par l'islam. Ces quatre scénarios qui se recoupent partagent un même caractère outrancier. Déconnectés des réalités démographiques, ils donnent à voir des auteurs qui ont perdu le sens du réel et ne semblent plus en mesure de surmonter une affectivité faite de peur et d'agressivité, qui les amène non seulement à mal penser (en accumulant sophismes et contradictions), mais à échafauder des visions d'avenir proprement délirantes.

Ce que donne aussi à voir la chronologie de ces quatre parutions largement médiatisées, c'est le processus par lequel un discours haineux réussit à s'installer dans l'espace public en étant légitimé par une intelligentsia bien en vue. Ce processus, dans le cas présent, peut être découpé en cinq temps :

Premier temps : une droite culturelle de bon aloi gagne ses lettres de noblesse à l'époque de la rectitude politique ; la gauche culturelle est moquée pour sa bien-pensance, ses idéaux frelatés, son refus de voir la réalité en face, son progressisme qui ferait table rase du passé.

Deuxième temps : un académicien réputé, issu de cette droite culturelle, quitte le domaine de la culture et investit le champ de la politique identitaire, où il diffuse des propositions pamphlétaires habillées de références philosophiques et littéraires ; en y regardant de près, on constate qu'elles s'apparentent aux positions antimusulmanes des penseurs d'extrême droite.

Troisième temps : l'académicien réputé ayant fait ce premier pas, un journaliste polémiste donne une audience encore plus large aux thèses xénophobes, qu'il exprime de manière encore plus crue et violente, en renouvelant les attaques contre la gauche antiraciste accusée d'être bien-pensante.

Quatrième temps : un romancier à succès affectionnant la provocation traduit en fiction les scénarios d'islamisation de la France et leur apporte une légitimité nouvelle du fait que la littérature serait un espace de liberté où les vérités inavouables doivent être dites.

Cinquième temps : un philosophe jusque-là associé à la gauche libertaire reprend à son tour les scénarios d'islamisation dans le cadre d'une fresque civilisationnelle catastrophiste et leur donne une nouvelle audience au-delà des clivages idéologiques habituels.

De best-seller en best-seller, une idée foncièrement délirante se trouve ainsi accréditée, banalisée, en étant réaffirmée par des figures connues de la critique littéraire, du journalisme, du roman et de la philosophie. Tout se passe comme si ces auteurs, en s'appuyant sur une critique de la gauche culturelle qui était légitime lorsque triomphait le politiquement correct, s'étaient laissés prendre au piège des allégeances idéologiques ; puis comme s'ils n'avaient eu d'autre choix, pour tenir la position de « mal-pensants de droite », que de se droitiser davantage, jusqu'à flirter avec l'extrême droite alors que la doxa basculait du côté du cynisme et du populisme. C'est ce qu'on appelle, dans la langue commune, « se peindre dans le coin ».

Mais il vient un moment où il faut sonner la fin de la récréation. On pouvait rire avec Philippe Muray de certains travers de la société moderne ; mais lorsqu'il s'agit de cibler un groupe de citoyens en le qualifiant d'ennemi intérieur et de menace à la nation, et qu'on se met à agiter des scénarios de guerre civile, eh bien, on ne rit plus.

Chacun à sa manière, nos quatre auteurs jouent le jeu de l'anticipation en imaginant l'avenir d'une France défaite et déchue. À notre tour de jouer ce petit jeu : dans un certain avenir, lorsqu'on verra que ce scénario de catastrophe ne s'est pas réalisé, ce moment de la vie intellectuelle française où quatre auteurs de renom avaient cru bon de propager un discours haineux et délirant contre les musulmans de France sera perçu comme un épisode honteux.

La lucidité est une vertu d'autant plus utile qu'elle s'exerce dans le présent ; rétrospectivement, elle a moindre prix. ■

La première partie de ce texte a été publiée dans le numéro 69 de L'Inconvénient.

1. Dans un article intitulé « *Soumission*, Le Pen au Flore », publié dans l'édition du 2 janvier 2015 de *Libération*, Laurent Joffrin écrit : « Quelles que soient les contorsions intellectuelles qu'on utilisera pour la défendre, la fable de Houellebecq jouera un rôle dans la cité : elle adoube les idées du Front national, ou bien celles de Zemmour, au cœur de l'élite intellectuelle. »
2. Finkelkraut commente *Soumission* dans l'émission *L'esprit de l'escalier* du 4 janvier 2015 diffusée sur les ondes de Radio Communauté Juive (RCJ).
3. *On n'est pas couché*, 29 août 2015.
4. Selon les données du Global Wealth Databook publiées par le Crédit Suisse en 2013.
5. Selon les évaluations du PIB publiées par le FMI et la Banque mondiale en 2016.